

## QUELQUES CONSÉQUENCES DES TRANSFORMATIONS SURVENUES DANS L'ÉCONOMIE MONDIALE DEPUIS 40 ANS

Les pays capitalistes connaissent aujourd'hui une crise économique dont la gravité est comparable à celle de la «grande dépression» dont le krach de Wall Street du 24 octobre 1929 donna le signal.

— Si cette crise touche avant tout les pays capitalistes, ses retombées, notamment dans le domaine du commerce international, se font sentir à des degrés divers dans les pays socialistes et, a fortiori, dans les pays du Tiers-Monde.

— La profondeur de cette crise incite forcément à se demander si elle ne risque pas d'entraîner des conséquences aussi tragiques que celle des années 1930, à compromettre la lutte pour la paix, à augmenter les risques d'une nouvelle conflagration mondiale.

La crise des années 1930 fut en effet une des causes principales du déclenchement de la seconde guerre mondiale.

Si l'existence du capitalisme sous la forme décrite par Lénine — l'impérialisme — était en soi une source de conflits armés entre grandes puissances, la crise économique en accrut les dangers.

— La profondeur de cette crise en Allemagne (baisse de 43% de la production, 8 millions de chômeurs) joua un rôle déterminant dans la montée du nazisme et l'avènement du III<sup>e</sup> Reich accrut à son tour les menaces de guerre en renforçant les tendances à imposer par la force un nouveau partage du monde.

— En même temps, la militarisation de l'économie fut, pour tous les pays capitalistes, un moyen de résoudre la crise économique: c'est seulement sous l'influence de la politique de réarmement que leur production industrielle retrouva, vers 1937, le niveau atteint en 1929.

— A quoi s'ajoute le fait que, pour tous les Etats impérialistes, la crise renforça la tentation de s'attaquer à l'Union Soviétique pour détruire le premier Etat socialiste et reconquérir les marchés perdus.

Cela soulève une série de questions dont je me bornerai à examiner deux aspects:

a) dans quelle mesure la crise économique actuelle est elle comparable à celle des années 1930?

b) dans quelle mesure les transformations survenues dans le monde permettent-elles d'avoir d'autres perspectives aujourd'hui?

Dans quelle mesure la crise actuelle est-elle comparable à celle de l'entre-deux-guerres?

Encore que la question ait souvent été posée ces derniers mois, il faut se méfier des parallèles historiques.

L'histoire ne se répète jamais et si on passe en revue les différents aspects de la conjoncture (activité industrielle, évolution des prix, taux d'intérêt, marché des capitaux, quotations boursières, etc) on constatera que les symptômes actuels de crise diffèrent sensiblement de ceux de 1929. Les ressemblances sont même moins nombreuses que les dissemblances.

A certains égards, la situation actuelle peut même sembler moins dramatique qu'il y a 45 ans. Une meilleure connaissance des mécanismes économiques a permis d'assurer un fonctionnement moins anarchique du système. En même temps, le renforcement du mouvement ouvrier a permis aux travailleurs des pays capitalistes développés d'arracher une série de conquêtes sociales (assurance-chômage, dans certains cas l'indexation des salaires au coût de la vie, etc) qui préservent dans une certaine mesure le pouvoir d'achat de la masse de la population et empêchent par conséquent une baisse aussi brutale de la production.

Pour l'essentiel, la crise actuelle me paraît néanmoins *plus grave* que celle de l'entre-deux-guerres car elle met plus fondamentalement en cause les structures mêmes du capitalisme, la validité du système.

La crise des années 1930 marqua un tournant dans l'évolution du capitalisme, le passage à un nouveau stade de son développement.

Elle fit apparaître que ses mécanismes autorégulateurs ne suffisaient plus pour assurer le fonctionnement du système. Placé devant de nouveaux problèmes, le capitalisme fut amené à recourir à de nouveaux instruments et, notamment, à confier de nouvelles fonctions à l'Etat dans l'économie et dans la société.

Jusque là, l'Etat apparaissait dans une large mesure comme un organisme extérieur à la société, chargé, selon la conception libérale traditionnelle, d'assurer l'ordre et le respect des institutions fondamentales du régime (la propriété, etc). Mais l'Etat devait intervenir le moins possible dans la vie économique et se borner à réprimer les actions susceptibles de troubler les «lois du marché».

La «grande dépression» des années '30 vit une nouvelle école d'économistes et d'hommes politiques renoncer à cette conception classique. En Grande-Bretagne, où sévissait depuis longtemps un chômage massif, J. M. Keynes avait donné le signal en abandonnant l'idée que le régime pouvait s'équilibrer de lui-même et en préconisant une politique de travaux publics et d'investissements financés au besoin par l'Etat, fût-ce en s'accommodant de déficits budgétaires. Et sous des formes diverses, les interventions de l'Etat deviendront plus importantes à partir de ce moment, à la fois parce que la gravité de la crise obligea souvent les pouvoirs publics à

secourir les entreprises menacées de faillite et parce que les cercles dirigeants de la bourgeoisie prirent de plus en plus conscience de la nécessité de faire appel aux services de l'Etat pour relancer l'économie défaillante (politique de grands travaux, investissements publics, réarmement).

Le New Deal américain d'une part, les expériences économiques du fascisme italien et le dirigisme du IIIe Reich, de l'autre, seront les exemples les plus poussés de cette nouvelle orientation.

Dans tous les pays capitalistes, les interventions de l'Etat dans l'activité économique se multiplieront à partir de ce moment.

Le capitalisme entra dans une nouvelle phase de son développement. L'évolution dont Lénine avait déjà entrevu les débuts, quand il constata pendant la première guerre mondiale que le capitalisme des monopoles — qui s'était substitué au capitalisme de libre-concurrence du 19e siècle — se transformait en ce qu'il appela le «capitalisme monopoliste d'Etat» se poursuivit et aboutit à un système «où la puissance des monopoles et celle de l'Etat sont réunies en un mécanisme unique», où les monopoles exercent un rôle dominant et où l'Etat intervient de son côté de façon systématique dans la vie économique et sociale.

Ces interventions de l'Etat prendront encore plus d'ampleur pendant et après la seconde guerre mondiale. Elles cesseront d'avoir un caractère occasionnel et deviendront permanentes. Elles constitueront un trait caractéristique du capitalisme contemporain.

Ces interventions de l'Etat sont devenues indispensables pour compenser la baisse tendancielle du taux du profit provoquée par l'élévation de la composition organique du capital — c'est-à-dire par l'augmentation de la proportion de capital constant (installations, équipements, matières premières, etc) par rapport au capital variable (salaires) qui est le seul à fournir la plus-value, par conséquent le profit.

La révolution scientifico-technique entraîne en effet une élévation constante de la composition organique du capital. La mise en oeuvre des nouvelles techniques réclame souvent des installations de plus grandes dimensions et des équipements de plus en plus coûteux. Et l'accélération des progrès technologiques provoque un «vieillissement» plus rapide qu'autrefois de l'outillage, une «usure morale» qui nécessite des amortissements accrus. Tout cela entraîne des difficultés croissantes de rémunérer les capitaux de plus en plus énormes investis dans l'industrie moderne.

Les interventions de l'Etat ont permis de contrecarrer cette baisse tendancielle du profit, tout au moins pour un temps. Octroyées sous des formes diverses (subsidés, crédits à long terme avec subventions d'intérêts, dégrèvements fiscaux, prise en charge des frais d'infrastructure, commandes publiques, etc), elles permettent de relever le taux de profit des capitaux privés, en premier lieu des capitaux des grandes entreprises qui dominent l'économie.

Cette aide massive de l'Etat entraîne toutefois un accroissement des dépenses publiques qui accentue les tendances inflationnistes qui constituent également une des caractéristiques de l'évolution actuelle du capitalisme.

L'inflation, qui s'exprime en pratique par une hausse généralisée des prix, revêt depuis un quart de siècle un caractère différent de celui qu'il avait auparavant.

Sous le régime de l'étalon-or et même par la suite quand l'émission de papier-monnaie élargit la possibilité d'étendre temporairement le pouvoir d'achat au-delà des revenus créés au cours du processus de production, l'inflation était un phénomène exceptionnel qui se produisait seulement en période de guerre ou lors de catastrophes économiques.

Depuis la seconde guerre mondiale, l'inflation a cessé d'être exceptionnelle. Elle est devenue permanente. Bien qu'elle continue à être nourrie par les déficits des pouvoirs publics, sa source principale est à présent le gonflement de l'endettement privé, en premier lieu des grandes entreprises capitalistes.

Et sa forme dominante n'est plus tellement l'émission excédentaire de papier-monnaie (le recours à la «planche à billets»). Le privilège de battre monnaie a cessé d'être le monopole de l'institut d'émission. Les banques ont acquis la possibilité de créer de la monnaie en quantités pratiquement illimitées. Le développement de la monnaie scripturale (chèques et virements) leur permet de multiplier les moyens de paiement en gonflant démesurément les crédits qu'elles accordent.

Or le recours massif au crédit est de plus en plus nécessaire au capitalisme. C'est seulement ainsi qu'il est possible de faire fonctionner le système, de combler l'écart croissant entre les capacités de production et les débouchés offerts aux produits.

Depuis la seconde guerre mondiale, l'inflation intégrée dans le système monétaire international par le régime de l'étalon-dollar et par l'inflation permanente du dollar a été le principal instrument du régime capitaliste pour modérer les effets de ses contradictions internes.

C'est d'abord aux Etats-Unis que l'inflation a pris son caractère actuel sur une vaste échelle, qu'elle est apparue le plus clairement comme une véritable *politique* du capitalisme contemporain.

C'est aux Etats-Unis que le recours au crédit a commencé à être systématique. C'est en recourant à l'emprunt que le gouvernement américain comble les déficits de budgets où les dépenses militaires constituent le poste le plus important. C'est en utilisant de l'argent emprunté que les entreprises financent le plus gros de leurs investissements et que les particuliers font face à une partie importante de leurs dépenses. Toute l'activité des Etats-Unis au cours des trente dernières années se fonde de plus en plus sur l'emprunt de dollars créés sans contre-partie.

Les pays d'Europe occidentale et le Japon ont permis aux Etats-Unis d'exporter leur inflation chez eux en acceptant pendant de longues années ces dollars avec lesquels les firmes américaines acquéraient des positions importantes dans leur pays, en y créant des filiales et en y rachetant les meilleures usines. Mais les partenaires de USA ne se sont pas bornés à importer l'inflation américaine. Tous les pays capitalistes ont suivi l'exemple des Etats-Unis. Ils ont basé leur développement et leur activité sur la crédit et l'inflation.

Aussi longtemps que la hausse des prix reste modérée (1% ou 2%), une inflation légère, ce qu'on appelle de l'inflation rampante, facilite le fonctionnement du système. Elle stimule les ventes, réduit les dettes des investisseurs, permet aux entreprises d'élargir leurs marges bénéficiaires en gonflant leurs prix de vente.

Mais si l'inflation facilite les investissements, elle favorise aussi les achats spéculatifs et les spéculations sur les changes qui se sont développées au risque de dérégler tous les mécanismes montaires.

Sur le marché des capitaux, les perspectives de dépréciation monétaire provoquent l'escalade des taux d'intérêt qui finissent par atteindre des niveaux prohibitifs. Comme leurs charges financières s'alourdissent, les entreprises les répercutent dans leurs prix de vente, ce qui accélère l'inflation qui se nourrit ainsi elle-même.

A partir d'un certain point, l'inflation cesse dès lors de stimuler l'activité productive et tend à la ralentir. De moteur, elle devient un frein aux investissements. Des doses de plus en plus fortes d'inflation deviennent nécessaires pour exercer un effet. L'inflation est ainsi condamnée à l'emballement. Passée une certaine limite, elle devient incontrôlable et les facilités qu'elle offre se transforment en leur contraire. La »drogue tonique« devient une »drogue toxique«.

C'est à cela que nous assistons aujourd'hui.

Depuis la seconde guerre mondiale, les interventions de l'Etat et le recours croissant à l'inflation avaient permis au capitalisme de connaître un regain de vitalité.

Pendant tout un temps, les principaux pays capitalistes ont connu une croissance économique accélérée. Depuis 1940 aux Etats-Unis, depuis 1948 en Europe occidentale, les forces productives se sont développées à un rythme d'autant plus rapide que leur croissance était stimulée par l'accélération des progrès technologiques. Aussi bien les capacités de production que la productivité se sont accrues presque sans interruption car les crises cycliques s'étaient atténuées, les périodes de récession devenant moins graves et moins longues que par le passé, le plus souvent limitées à quelques pays.

Tout cela a contribué à accréditer pour un temps l'idée que le capitalisme était parvenu à se guérir tout au moins d'une de ses tares majeures, qu'il avait appris à éviter les fluctuations économiques et à assurer une expansion continue.

La secousse provoquée par la crise n'a été que plus brutale.



Contrairement à ce qu'on a parfois prétendu, cette crise n'a pas été provoquée par la hausse du prix du pétrole brut. Les conséquences de ce qu'on a appelé la « crise pétrolière » sont venues se greffer sur une conjoncture qui était en train de s'assouffir et présentait déjà des signes nets de fléchissement dans de nombreux pays *avant* la hausse des produits pétroliers.

Les premiers symptômes de la crise, qui atteint en réalité le fonctionnement des mécanismes mêmes du système, sont apparus beaucoup plus tôt: de façon très claire avec la crise du système monétaire dont les premières manifestations remontent à 1968 (lors de la création du double marché de l'or) pour aboutir à leur point culminant après la suppression de la convertibilité du dollar (août 1971) qui disloqua tout le système monétaire international qui avait été édifié à Bretton Woods en partant de l'acceptation du leadership américain sur le monde occidental.

S'il faut se garder de dramatiser la situation, il faut toutefois en percevoir la gravité. La récession actuelle est de loin la plus sérieuse qui se soit produite depuis la seconde guerre mondiale. Tous les pays occidentaux sont atteints, l'inflation se maintient à des taux sans précédents et le chômage augmente partout.

Ce qui est plus grave, pour le capitalisme tout au moins, c'est que cette crise est celle d'un régime qui se targuait d'avoir appris à surmonter ses contradictions, à assurer une croissance régulière et le plein emploi, à réaliser une « société d'abondance ».

C'est un système appuyé sur toutes les ressources des techniques modernes, de l'économétrie et de l'informatique qui se détraque. Un capitalisme qui ne peut plus recourir aux recettes qui lui avaient permis de retrouver une vitalité éphémère (les interventions de l'Etat et l'inflation permanente) pour sortir de ses difficultés car ces recettes ont atteint les limites de leur efficacité. Elles ne suffisent plus pour empêcher le système de se détraquer.

Du même coup, c'est tout le système qui se voit mis en cause.

Car la crise actuelle n'est pas seulement une des crises cycliques périodiques du système capitaliste. Ce sont les mécanismes fondamentaux de ce système qui sont en crise.

Cette crise n'est du reste pas seulement économique. C'est une crise d'un type nouveau qui s'étend à tous les domaines de la vie sociale, à la politique, à la culture. Et elle se manifeste aussi bien dans la vie intérieure de chaque pays que dans les rapports internationaux.

Il serait donc erroné de ne voir que les aspects économiques de la crise. Les facteurs politiques, intérieurs et extérieurs, y acquièrent une importance croissante. Et la remise en cause de la validité du système n'est plus le fait de la seule classe ouvrière: elle se développe dans d'autres couches sociales, dans la masse de la population. Elle se manifeste tout particulièrement parmi les jeunes qui contestent

de plus en plus la validité d'un régime basé sur le profit l'exploitation, le gaspillage effréné des ressources naturelles, l'aliénation.

Quelle sera l'issue de cette crise?

Si elle témoigne de la nécessité historique du socialisme, cela ne signifie pas pour autant que le capitalisme s'écroulera tout seul ni même qu'il est près de son écroulement. Lénine avait déjà noté »qu' il n'y a jamais absolument pas de voie sans issue pour le capitalisme«. Et ce n'est pas en se bornant à attendre que le système se détraque encore plus qu'il sera possible de résoudre les problèmes qui se posent aujourd'hui.

Bien au contraire, la nécessité de développer vigoureusement la lutte pour la paix et le progrès social est plus impérieuse que jamais.

En d'autres circonstances, le capitalisme a recherché dans les guerres le moyen de sortir de ses contradictions, ce qui a conduit, en ce siècle, non seulement à d'innombrables conflits locaux mais à deux guerres mondiales qui ont détruit d'innombrables vies humaines et des richesses incalculables.

Aujourd'hui, une nouvelle guerre mondiale serait une guerre atomique et thermonucléaire, c'est-à-dire une guerre d'anéantissement du genre humain tout entier. L'horreur d'une telle perspective n'est pas suffisante pour l'éliminer complètement dans un monde où subsistent de graves tensions et où les dépenses d'armement totalisent plus de 200 milliards de dollars par an.

Un changement fondamental s'est toutefois opéré depuis 40 ans dans le rapport des forces dans le monde — dans le rapport entre l'impérialisme et les forces qui lui résistent et le combattent.

La zone des pays socialistes — de l'Union Soviétique et la Yougoslavie à la Chine, la Corée, le Vietnam et le Cuba — comprend aujourd'hui 14 Etats dont le territoire couvre plus du tiers de la surface du globe et dans lequel vivent plus d'un milliard deux cents millions d'hommes. Et d'autres nations et pays d'Afrique et d'Asie tendent à s'orienter vers des systèmes sociaux de type socialiste.

L'écroulement de l'ancien système colonial a vu l'ensemble des peuples et des pays naguère dépendants s'engager dans un processus de libération nationale qui n'est pas sans présenter des aspects complexes, qui connaît non seulement des succès mais aussi des temps d'arrêt et même des défaites passagères mais qui témoigne de la volonté de centaines de millions d'hommes, de dizaines de nations de sortir d'une condition de sous-développement, d'indigence et de sujétion.

Et dans les pays capitalistes développés, le poids social et la conscience politique de la classe ouvrière se sont accrus, ce qui réduit les marges de manoeuvre des classes dominantes, rend plus difficile de s'attaquer aux libertés et aux conditions de vie des masses populaires. En dissipant le mythe d'un néo-capitalisme miraculeusement guéri des tares du capitalisme classique, la crise y a amené des couches sociales de plus en plus larges à mettre la validité du sy-

stème en question, à prendre conscience de la nécessité de changements profonds, d'un autre type de développement basé sur une politique de progrès social à l'intérieur et de véritable coopération entre tous les pays à l'échelle internationale.

Il ne faut certes pas se cacher que les problèmes qui se posent aujourd'hui à l'humanité sont lourds de menaces car si la logique du capitalisme et de l'impérialisme n'était pas contestée et combattue de façon efficace, la crise pourrait conduire à des issues tragiques.

Mais il existe aujourd'hui dans le monde et dans chaque pays des forces immenses qui sont déjà agissantes et d'autres qui peuvent être mises en mouvement pour imposer une solution positive des problèmes actuels.